

Service de la sécurité de l'environnement industriel
131 Faubourg Bannier
Cité administrative Coligny - Bâtiment C
45000 Orléans

Orléans, le 24/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GATINAIS BIOGAZ

Z.A. de Pense Folie
45220 Château-Renard

Références : -
Code AIOT : 0054500464

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement GATINAIS BIOGAZ implanté ZA de Pense Folie 45220 Château-Renard. L'inspection a été annoncée le 13/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GATINAIS BIOGAZ
- ZA de Pense Folie 45220 Château-Renard
- Code AIOT : 0054500464
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation de méthanisation traitant des matières d'origine végétale et organique ainsi que des biodéchets provenant d'une communauté de communes et d'autres sous-produits animaux hygiénisés sur un site externe.

L'exploitant a un projet d'évolution du site, comprenant une mise aux normes des stockages, sans évolution des tonnages totaux pris en charge, pour lequel il a déposé un dossier de porter à connaissance auprès de l'inspection des installations classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance de l'installation et astreinte.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
9	Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21	Demande d'action corrective	60 jours
11	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
12	Plans des locaux et schéma des réseaux.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 24	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
13	Consignes d'exploitation .	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26	Demande d'action corrective	60 jours
19	Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 > IV.	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-46-23, II	Sans objet
3	Propreté de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10	Sans objet
5	Caractéris-	Arrêté Ministériel du 12/08/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	tiques des sols.	article 13	
6	Cloûture de l'installation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17	Sans objet
7	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > I.	Sans objet
8	Risque incendie : voie engins	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > II.	Sans objet
10	Systèmes de détection et d'extinction automatiques.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22	Sans objet
14	Formation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28	Sans objet
15	Enregistrement lors de l'admission.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 1.	Sans objet
16	Destruction du biogaz.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32	Sans objet
17	Stockage du digestat.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34	Sans objet
18	Surveillance de la méthanisation.	Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modification

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-46-23, II
Thème(s) : Situation administrative, Information de l'inspection
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512- 46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. [...]
Constats :

<p>L'exploitant a transmis un porter à connaissances le 15 mai 2025, présentant une extension envisagée du site, induisant une modification des intrants et de la répartition des éléments d'origine industrielle et agricole. Une augmentation des quantités d'intrants agricoles est prévue suite à la demande d'agriculteurs locaux, et une augmentation de la production de biogaz. Cette modification n'entraînerait pas de modification du classement ICPE du site.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Surveillance de l'installation et astreinte.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une astreinte opérationnelle 24h/24h est organisée sur le site de l'exploitation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage de percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosion. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat VI du 09/06/2022</u> : l'organisation des astreintes doit être communiquée au service d'inspection des installations classées.</p> <p><u>Constat 2025 :</u></p> <p>Les astreintes sont organisées sur site, en alternance entre les personnes compétentes concernant le process et les outils. 2 techniciens salariés sont en priorité désignés pour assurer les astreintes. Le président, ainsi que 2 autres associés, sont en second rang, en cas de non-réponse des salariés. Le système informatique est réglé pour gérer les appels sur les téléphones enregistrés chaque semaine. L'exploitant présente l'organigramme de l'organisation des astreintes, en précisant que les noms de certains salariés sont à mettre à jour, dans le cadre de changements récents de personnels.</p> <p>Constat : l'organigramme nominatif des astreintes n'est pas à jour.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection l'organigramme nominatif de gestion des astreintes mis à jour.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Propreté de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.
Constats : Le jour de la visite, les locaux sont propres. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques, classement en zones à risque d'explosion.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, zone ATEX
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'une atmosphère explosive (ATEX), qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsque ces zones sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), celles-ci sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane). Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ce risque d'explosion tel que mentionné à l'article 4 du présent arrêté. Dans chacune de ces zones, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 35.
Constats : L'exploitant a transmis un plan des zones à risques indiquant les espaces concernés par le risque électrique, le risque lié aux zones ATEX, les zones de circulation, et les zones d'interdiction de fumer. Il serait pertinent de compléter ce plan par les zones à risque incendie. Sur site, les espaces en zone ATEX sont identifiés par des panneaux précisant les précautions à prendre (pas de flamme, pas de téléphone portable...). Constat : le plan des zones à risques permet d'identifier les zones à risques explosif mais ne permet pas d'identifier tous les risques présents sur le site (toxique, incendie...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera le plan des zones à risques du site et le transmettre à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : Caractéristiques des sols.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, étanchéité des sols
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou pour l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.
Constats : Les sols des aires de stockage ou de manipulation des produits et des matériels de maintenance sont en béton. Les produits sont stockés sur rétention. L'aire de stockage est couverte. L'aire de lavage est bitumée, un caniveau de récupération des eaux de lavage permet de canaliser les eaux vers le réseau, transférant les eaux concernées vers le process de méthanisation. Constat : pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Clôture de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurisation du site
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée principale de l'installation. La zone affectée au stockage du digestat peut ne pas être clôturée si l'exploitant a mis en place des dispositifs assurant une protection équivalente. Pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, une simple signalétique est suffisante.
Constats : L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un seul accès est possible sur le site, via le portail d'entrée, adapté pour les véhicules légers et les poids lourds. Le site est ouvert de 8h à 17h. En dehors de ces horaires, l'exploitant indique que le

site est fermé à clé et qu'une astreinte par des personnels et responsables du site est organisée. Le stockage des digestats liquides est également clôturé à l'intérieur du site et dispose d'affichages adaptés.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accessibilité au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > I.

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

L'installation présente un accès via un portail, dimensionné et adapté aussi bien pour le passage de véhicules légers que de véhicules poids lourds. Les salariés, responsables et visiteurs disposent d'un parking à l'entrée du site, permettant de stationner les véhicules légers sans occasionner de gêne pour la circulation des éventuels véhicules de secours qui seraient amenés à intervenir en cas de problème.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Risque incendie : voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 18 > II.

Thème(s) : Risques accidentels, protection incendie

Prescription contrôlée :

Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11

<p>mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; - chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès au site se fait par un portail suffisamment large pour l'accès aux véhicules poids lourds et aux véhicules de secours. La voirie interne au site présente une largeur supérieure à 8m, sans limitation de hauteur, et une pente inférieure à 15 %. Les girations et la résistance de la voirie sont établis pour la circulation des véhicules poids lourds.</p> <p>Chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60m de la voie engin. Par ailleurs, le site présente une voie enherbée à proximité des bassins, à l'arrière des digesteurs, suffisamment large pour permettre la circulation des engins de secours si nécessaire.</p> <p>Il sera utile, dans le cadre du projet d'extension du site, de s'assurer que ces prescriptions restent respectées.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Installations électriques.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 21</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention.</p>
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisée le 24/06/2024. Le rapport ne fait état d'aucune observation sur les installations vérifiées. Les installations sont conformes et le Q18 atteste que celles-ci ne présentent pas de risque incendie ou d'explosion.</p> <p>Toutefois, la vérification n'est pas complète : les installations de traitement de gaz gérées par AIR LIQUIDE n'ont pas été contrôlées dans le cadre de la vérification des installations du méthaniseur. L'inspection demande le justificatif du contrôle électrique sur cette partie de l'installation : l'exploitant transmet à l'inspection le rapport de vérification des éléments électriques des installations gérées par AIR LIQUIDE, ainsi que le Q18. La vérification a été réalisée en avril 2024. Ces documents indiquent que l'installation électrique présente des non-conformités, dont une récurrente, et peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Constat : le rapport de vérification des installations électriques des installations gérées par AIR Liquide indique des non-conformités sur les installations pouvant entraîner un risque d'incendie ou d'explosion.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fera effectuer les actions nécessaire à la mise en sécurité des installations, et justifiera de l'absence de risques sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 10 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 22</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie - explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>[...]</p> <p>A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85° C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie.</p> <p>Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer ...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection ou d'extinction. Il rédige des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Les locaux sont équipés de détecteurs de fumée, vérifiés par l'entreprise DEF. Les dernières vérification et maintenance ont été réalisées le 09/05/2025. L'ensemble des matériels en place sont fonctionnels et ne présentent pas d'anomalies. Les produits présentant des risques sont stockés au niveau des stocks de maintenance, à l'extérieur mais sous abri et sur rétentions.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m³/h pendant une durée d'au moins deux heures ; - de robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. <p>A défaut de ces appareils d'incendie et robinets d'incendie armés, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances à proximité du stock de matières avant traitement. Son dimensionnement et son implantation doivent avoir l'accord des services départementaux d'incendie et de secours avant la mise en service de l'installation.</p> <p>L'installation est également dotée d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant fait procéder à la vérification périodique et à la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. Les résultats des contrôles et, le cas échéant, ceux des opérations de maintenance sont consignés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est munie d'extincteurs, disposés à différents endroits du site. L'exploitant transmet à l'inspection le rapport du dernier contrôle des extincteurs réalisé le 06/05/2025. Le rapport permet d'identifier les extincteurs, en fonction de leurs emplacements. D'après le rapport transmis, tous les extincteurs ont été vérifiés et aucune anomalie n'a été relevée.</p> <p>Un contrôle par sondage sur site de 3 extincteurs a permis d'identifier un extincteur non vérifié (au niveau de la zone de stockage), ou non marqué comme vérifié. L'exploitant devra justifier</p>

<p>auprès de l'inspection que l'ensemble des extincteurs ont été vérifiés par son prestataire.</p> <p>La zone d'activité où est situé le site dispose de poteaux incendie, dont un situé devant l'installation. L'exploitant transmet par mail à l'inspection le justificatif du débit de ce poteau incendie, dont la vérification a été réalisée par la commune le 30/01/2025. Le débit mesuré est de 46m³/h sous 1 bar. Le débit du poteau incendie est insuffisant pour assurer la protection du site.</p> <p>Constat : Le débit du poteau incendie situé devant le site est insuffisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra des éléments permettant de justifier d'une protection adaptée en cas d'incendie sur son site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 12 : Plans des locaux et schéma des réseaux.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie et explosion</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p> <p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements, précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis un plan d'intervention du site, permettant de situer les différents locaux et installations techniques, et comprenant le positionnement des équipements d'alerte et de secours, les coupures d'urgence et le chemin d'évacuation.</p> <p>Il transmet également un plan des réseaux du site, datant de 2012: le plan d'exécution du site permet d'identifier les réseaux mais ne représente pas l'ensemble du site tel qu'il existe au jour de la visite.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant transmet un plan des réseaux mis à jour, permettant d'identifier les cheminements des réseaux de gaz et d'eau du site. Le plan transmis ne présente pas les réseaux électriques, ni les équipements utiles tels que vannes de coupure...</p> <p>Constat : Le plan des réseaux est incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera le dernier plan des réseaux mis à jour avec les éléments manquants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 13 : Consignes d'exploitation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels d'entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; - l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p> <p>Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH4 et de H2S avant toute intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la VI du 09/06/2022 :</u> il n'existe pas de procédure en cas d'arrêt d'urgence, pour la mise en sécurité, et pour informer l'inspection des installations classées en cas d'accident survenant sur le site.</p> <p><u>Constat de la VI 2025 :</u> L'exploitant transmet des consignes de sécurité et d'exploitation à l'inspection. Les consignes d'exploitation concerne l'utilisation du matériel et le process, les modes opératoires</p>

pour le bon fonctionnement de l'outil et les risques et éléments de protection liés à chaque opération. Des consignes sont également rédigés pour la gestion des alarmes et défauts sur l'installation. Les consignes de sécurité incluses dans le protocole de sécurité des entreprises extérieures comprend l'interdiction de fumer, les numéros de téléphone d'un responsable du site, et le rappel du respect des consignes affichées. Une fiche de procédure en cas d'incendie, de fuite de gaz ou de fuite hydraulique a également été fournie à l'inspection, comprenant notamment l'évacuation des personnes, et les actions à mener pour la mise en sécurité dont les coupures électriques.

L'exploitant précise qu'il n'a pas de procédure indiquant qu'il faut informer l'inspection en cas d'accident, mais que les responsables et la gestionnaire administrative savent qu'ils doivent le faire en cas de problème.

Sur site, l'inspection constate que des consignes et affichages sont mis en place à différents endroits. L'inspection note que les panneaux indicatifs à l'entrée du site (plan, consignes de sécurité, liste des EPI obligatoires) sont présents mais partiellement effacés.

L'exploitant transmet à la suite de l'inspection, un devis signé pour compléter les affichages du site.

Constat : les panneaux à l'entrée du site sont partiellement effacés et non lisibles.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra la justification de la mise en œuvre d'un affichage complet lisible à l'entrée de son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Formation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion d'exploitation

Prescription contrôlée :

Avant le démarrage des installations, l'exploitant et son personnel d'exploitation, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance des installations, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. [...]

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.
<p>Constats :</p> <p><u>Constat de la VI du 09/06/2022:</u> Le responsable du site doit établir des attestations de stages pour l'ensemble des personnels qui travaillent sur le site. Les personnes extérieures au site doivent être sensibilisées aux risques inhérents au site. L'exploitant doit tenir à jour un registre d'entrée-sortie avec les mentions concernant l'information sur les risques du site.</p> <p><u>Constat de la VI 2025:</u> L'exploitant assure les formations du personnel, dont certains sont arrivés récemment. L'exploitant montre les protocoles de sécurité mis en place avec les prestataires et entreprises extérieures amenées à intervenir sur site. Il présente également le registre mis en place des entrées-sorties, signé par les personnes s'étant présentées sur le site. Les personnes reçoivent au moment de la signature de ce registre, les informations et consignes utiles pour la sécurité. Toutefois, le registre n'est pas à disposition à l'entrée du site, et nécessite que la personne en charge de l'administratif, accueille les visiteurs, pense à présenter le registre et à le faire signer. La mise à disposition en évidence de ce registre pour les visiteurs, en lien avec un affichage des consignes de sécurité du site, pourrait être envisagée.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Enregistrement lors de l'admission.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 29 > 1.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de leur désignation ; - de la date de réception ; - du tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, du volume ; - du nom et de l'adresse de l'expéditeur initial ; - le cas échéant, de la date et du motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés. <p>L'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base d'une pesée effectuée lors de la réception ou des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée.</p> <p>Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de trois ans. Ils sont tenus à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agroalimentaires, ou de biodéchets triés à la source au sens du code de l'environnement, fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles</p>

et de leurs résultats.
<p>Constats :</p> <p>Le suivi des déchets et des sous-produits animaux est assuré sur un registre dématérialisé, via le logiciel d'exploitation QUADRO.</p> <p>Le registre de suivi comprend les éléments d'information suivants: la désignation des matières, la date de réception sur site, le tonnage, le nom et l'adresse du destinataire et, le cas échéant, le motif de refus.</p> <p>Le site est équipé d'un pont bascule opérationnel et vérifié : dans ce cadre, l'exploitant peut justifier de la pesée des entrants.</p> <p>Par sondage, l'inspection contrôle un Document d'Accompagnement Commercial (DAC) de sous-produits animaux entrants sur site : le DAC n°S2025-039 , correspondant à des soupes hygiénisées de SPAn C3, en provenance de l'hygiéniseur AKENE 45, pour un poids de 27,18T, et comprenant le numéro d'agrément de l'hygiéniseur.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Destruction du biogaz.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 32
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation de celui-ci. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. Dans le cas d'utilisation d'une torchère, le dossier d'enregistrement en précise les caractéristiques essentielles et les règles d'implantation et de fonctionnement.</p> <p>[...]</p> <p>Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 35, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.</p> <p>Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois évènements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces évènements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les</p>

dispositions du précédent alinéa.
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes.</p> <p><u>Constats de la VI du 09/06/2022 :</u> Il n'y a pas de recensement des évènements de dépassement de capacité de stockage ayant généré l'activation de la torchère durant plus de 6 heures. La gestion du poste d'injection incombe à Air Liquide. De ce fait le responsable a des difficultés à maîtriser la gestion du surplus de gaz, lorsque la société Air Liquide doit intervenir sur site.</p> <p><u>Constat de la VI du 21/05/2025:</u> l'exploitant transmet le bilan 2024 de suivi de la mise en activité de la torchère et des causes de mise en œuvre. Le bilan est présenté sous forme de tableau, trimestre par trimestre, et donne des indications précises des éléments de mise en route de la torchère (surproduction, problème technique d'injection ou d'épuration, coupure électrique...) pour chaque évènement, même inférieur à une durée de 6h. Le bilan annuel présente un total de brûlage du biogaz produit de 301,8h sur l'année, dont 69,5h lié à de la surproduction.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Stockage du digestat.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 34
Thème(s) : Risques accidentels, Risques de pollution des milieux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produite sur une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son épandage est soit impossible, soit interdit, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et qu'il est en mesure d'en justifier en permanence la disponibilité.</p> <p>[...]</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.</p> <p>Les ouvrages de stockage de digestats liquides ou d'effluents d'élevage sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Lorsque le stockage se fait à l'air libre, les ouvrages sont entourés d'une clôture de sécurité efficace et dotés, pour les nouveaux ouvrages, de dispositifs de contrôle de l'étanchéité.</p> <p>Les ouvrages de stockage des digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p> <p>[...]</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site comprend 2 bassins de stockage de digestat liquide, et un casier pour le stockage des digestats solides. Ces espaces de stockage sont suffisamment dimensionnés pour le site et sa production. Ces ouvrages ne sont pas couverts.</p> <p>Les bassins de stockage des digestats liquides sont clôturés et présentent un affichage indiquant le risque de chute. Une bouée est également présente en bordure de clôture. L'exploitant indique que l'étanchéité des bassins est contrôlée lors des vidages.</p> <p>Un projet de couverture de ces stockages a été étudié, et des travaux de mises aux normes sont prévus en parallèle de travaux d'extension du site. Dans ce cadre, un dossier de porter à connaissance a été déposé auprès de l'inspection le 15 mai 2025. L'instruction de ce dossier est en cours.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Surveillance de la méthanisation.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 35</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, programme de maintenance préventive</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements dont une défaillance est susceptible d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de contrôle et de maintenance que l'exploitant tient à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées.</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation. [...]</p> <p>L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>L'installation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation et a minima de dispositifs de contrôle en continu de la température des matières en fermentation et de la pression du biogaz au sein du digesteur et de la cuve de percolat pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de vérification et spécifie, le cas échéant, les seuils d'alarme associés. [...]</p> <p>Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Le système de surveillance inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ; -la mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ; -les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de l'inspection le cahier de consignes de maintenance préventive de</p>

<p>l'outil, comprenant les vérifications quotidiennes et hebdomadaires à réaliser.</p> <p>L'installation dispose d'un outil de suivi et de gestion informatisé permettant d'alerter les techniciens et responsables en cas de défaillance ou irrégularité dans le process et l'outil. Les techniciens du site effectuent les vérifications régulières et interviennent en cas d'alerte (réception de l'alerte sur les téléphones portables des personnes enregistrées).</p> <p>L'installation est équipée de moyens de mesure permettant la surveillance du process comprenant le contrôle en continu de la température des matières en fermentation, du pH et de la pression du biogaz au sein des digesteurs.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/08/2010, article 50 > IV.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport daté du 05 mai 2022 de la dernière mesure acoustique réalisée les 11 et 12 avril 2022.</p> <p>Le rapport présente les éléments suivants:</p> <p>Les niveaux moyens de bruit constatés lors des mesures ne présentent pas de dépassement des valeurs seuils réglementaires en périodes diurne et nocturne. En période diurne, l'émergence acoustique mesurée respecte les seuils réglementaires admissibles pour cette ZER. Toutefois, en période nocturne, l'émergence acoustique mesurée dépasse les seuils réglementaires applicables pour cette ZER (4,5 dB au lieu de 4 dB autorisés). Aucune tonalité marquée, d'une durée dépassant 30% de la période réglementaire considérée, liée au fonctionnement du site n'a été constatée pour cette ZER.</p> <p>Constat : l'émergence acoustique mesurée en 2022, en période nocturne dépasse modérément les valeurs réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le rapport des nouvelles mesures acoustiques prévues en 2025 pour justifier d'une émergence acoustique, en période nocturne, conforme aux valeurs réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours